



**BUDGET ECONOMIQUE
EXPLORATOIRE
2010**

Juin 2009

SOMMAIRE

Synthèse	1
1. L'environnement international	4
1.1-La croissance économique mondiale selon les grandes zones	5
1.2. L'évolution des prix des matières premières sur les marchés internationaux	9
2. La croissance économique nationale révisée pour 2009	11
2.1. Les activités non agricoles.....	11
2.2. Le secteur primaire	15
2.3. L'évolution des composantes du Produit Intérieur Brut.....	16
3. Les perspectives de l'économie nationale en 2010.....	17
3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions	17
3.2. La croissance économique en 2010.....	18
3.3. Les composantes du Produit Intérieur Brut.....	22
3.4. Le revenu national et le compte Epargne - Investissement	24
4. Le partage de la valeur ajoutée et de revenu par agent économique	26
5. Le marché du travail	28
ANNEXES STATISTIQUES	32

Synthèse

Le Haut Commissariat au Plan publie, chaque année au mois de juin à la veille du lancement des travaux de préparation de la loi de finances, un budget économique dit exploratoire, qui donne les estimations de la croissance économique nationale de l'année en cours et les prévisions pour l'année suivante.

Le présent budget économique est établi compte tenu des hypothèses d'évolution de l'environnement international et de la situation économique intérieure.

C'est ainsi qu'il retient pour l'économie mondiale une légère reprise de 1,9% en 2010, après la forte récession en 2009 marquée par une baisse de l'activité économique de 1,3%. Le cours moyen du pétrole brut serait en augmentation et atteindrait 62,5\$/baril en 2010 au lieu de 52\$ estimé pour 2009. Les prix des autres matières premières enregistreraient une hausse de 4,4%, succédant à une baisse d'environ 28% en 2009. De son côté, la monnaie européenne, l'euro, serait en dépréciation par rapport au dollar, et sa parité se situerait à 1,26 en 2009 et 2010 au lieu de 1,5 en 2008.

Dans ce contexte, le commerce mondial devrait emprunter une tendance à l'amélioration, avec un accroissement de 0,6% en 2010 au lieu d'une régression d'environ 11% en 2009. De ce fait, la demande mondiale adressée au Maroc connaîtrait une hausse de 2%, après une forte baisse estimée à 7% en 2009. De même, les recettes du tourisme international et les transferts des marocains résidant à l'étranger seraient marqués par une certaine stagnation au lieu des baisses accentuées en 2009, estimées, respectivement à 18% et à 15%.

S'agissant de la situation économique nationale, les prévisions sont basées, en attendant l'élaboration et l'adoption de la prochaine loi de finances, sur l'hypothèse d'une reconduction, en 2010, de la politique budgétaire de l'Etat en vigueur en 2009, notamment en matière des dépenses d'investissement, de salaire et de subvention des prix. Tout en prenant en compte les impacts de la poursuite des projets structurants d'infrastructure et des investissements programmés dans le cadre des stratégies du développement sectoriel, ces prévisions sont sous tendues par un scénario moyen pour la production céréalière de 60 millions de quintaux avec, cependant, la consolidation des performances des autres composantes de l'activité agricole.

Sur la base de ces hypothèses, la croissance de l'économie nationale en 2009 serait de 5,3% au lieu de 5,6% enregistré en 2008. Les activités non agricoles enregistreraient un rythme de croissance, le plus bas de cette décennie, de l'ordre de 2,3% au lieu de 5% en moyenne annuelle de la période 2000-2008. La valeur ajoutée du secteur primaire, quant à elle, devrait s'accroître de 25,2% au lieu de 16,6%, suite aux bons résultats de la campagne agricole 2008-2009.

La croissance du Produit Intérieur Brut en 2009 continuerait d'être tirée par la demande intérieure, qui malgré son ralentissement, augmenterait de 5,9% en volume au lieu de 10% en 2008. Elle serait soutenue, également, par la maîtrise de la hausse des prix¹ qui ne dépasserait pas 2,5% au lieu de 5,9% en 2008. Le commerce extérieur, de son côté, connaîtrait un léger redressement de sa contribution à la croissance économique, s'établissant à -1,5 point en 2009 au lieu de -5,3 points en 2008. Cependant, le déficit du compte courant de la balance des paiements s'accentuerait, passant de 5,4% du PIB en 2008 à 5,7% en 2009.

En 2010, l'économie nationale s'accroîtrait à un rythme modéré d'environ 2,4%. La valeur ajoutée des activités primaires accuserait, globalement, une baisse d'environ 5%, alors que celle des secteurs non agricoles devrait connaître une hausse de 3,9% au lieu de 2,3% en 2009. La demande intérieure, principal

¹ Prix implicite du PIB

moteur de la croissance économique nationale depuis le début des années 2000, serait marquée par un essoufflement en 2010, et s'accroîtrait de 3,1% en volume au lieu de 5,9% en 2009. En revanche, la hausse des prix serait maîtrisée aux alentours de 2% en 2010.

La contribution de la demande intérieure à la croissance économique passerait de 10,9 points en 2008 à 6,7 points en 2009 et à 3,4 points en 2010. Quant aux échanges extérieurs, ils continueraient à dégager un allègement de leur contribution négative à la croissance économique. Celle-ci passerait de -1,5 point en 2009 à environ -1 point en 2010. Le déficit du compte courant extérieur s'accroîtrait, toutefois, pour atteindre 6,4% du PIB en 2010.

De l'ensemble de ces prévisions, il ressort que le partage de la valeur ajoutée par secteurs institutionnels montre que les ménages (y compris les entrepreneurs individuels) ont vu leur part emprunter une tendance baissière depuis 1998, passant de 43,8% à 36% en 2009 et à 35,1% en 2010. En revanche, celle des entreprises passerait de 40,2% en 1998 à 47,4% en 2009 et à 48,7% en 2010. Quant à la part des administrations publiques, elle se maintiendrait aux environs de 16% de la valeur ajoutée totale en 2009 et 2010 au lieu de 17% en moyenne annuelle de la période 1998-2008.

Par ailleurs, les perspectives économiques nationales font ressortir un ralentissement des créations nettes d'emplois, aussi bien, en 2009 qu'en 2010. En conséquence, et tenant compte de l'évolution de la population active, le chômage s'accroîtrait et son taux atteindrait 10,2% en 2009 et 10,5% en 2010, au lieu de 9,6% en 2008.

1. L'environnement international

L'économie mondiale connaîtrait, selon les nouvelles perspectives économiques du printemps² de l'année en cours, une légère reprise de 1,9% en 2010, après la forte récession en 2009, marquée par une baisse de l'activité économique de 1,3% au lieu d'une hausse de 3,2% en 2008.

L'année 2009 serait caractérisée par une croissance contrariée dans les économies développées de -3,8% et un net ralentissement des économies émergentes et en développement, engendrant une détérioration des équilibres internes et externes. Les déficits de la balance des paiements et des finances publiques sont en train de s'accroître dans la majorité des pays, notamment ceux de l'Organisation de la Coopération et de Développement Economique. De même, les indicateurs d'endettement et de chômage empruntent une tendance haussière.

Pour redresser leurs situations économiques, les Etats ont entrepris un ensemble de mesures de politique visant à stabiliser les marchés financiers, à stimuler la demande des biens et services et à relancer l'activité des marchés de l'emploi. Ces mesures concernent quatre axes suivants :

- Les interventions publiques sur les marchés financiers à travers les injections de capitaux nécessaires pour permettre aux établissements de crédit de continuer à accorder des prêts, tout en procédant à des mécanismes de traitement des actifs en difficultés détenus par certaines banques;
- L'abaissement des taux directeurs des banques centrales à des niveaux proches de zéro dans le cadre de l'assouplissement des politiques monétaires pour relancer la demande globale et lutter contre la déflation ;

² Selon les perspectives économiques du printemps 2009 des organisations internationales suivantes : FMI, Commission Européenne, OCDE, CNUCED et Banque Mondiale.

- La relance de l'activité économique à travers les mesures de politique budgétaire dans les pays où les marges de manœuvre le permettent encore, notamment la hausse des dépenses d'investissement public et l'octroi des incitations fiscales en faveur des ménages et des entreprises ;
- L'application des politiques actives d'emploi et de solidarité sociale pour éviter que le chômage conjoncturel élevé ne prenne un caractère structurel. Il s'agit, en particulier, des aides publiques aux entreprises qui maintiennent leurs effectifs et le renforcement d'un filet de protection sociale en faveur des catégories les plus vulnérables.

Les plans de relance, ainsi engagés, cherchent à réinstaurer la confiance dans le système financier international et à mobiliser les capitaux en faveur des activités touchées par la récession économique.

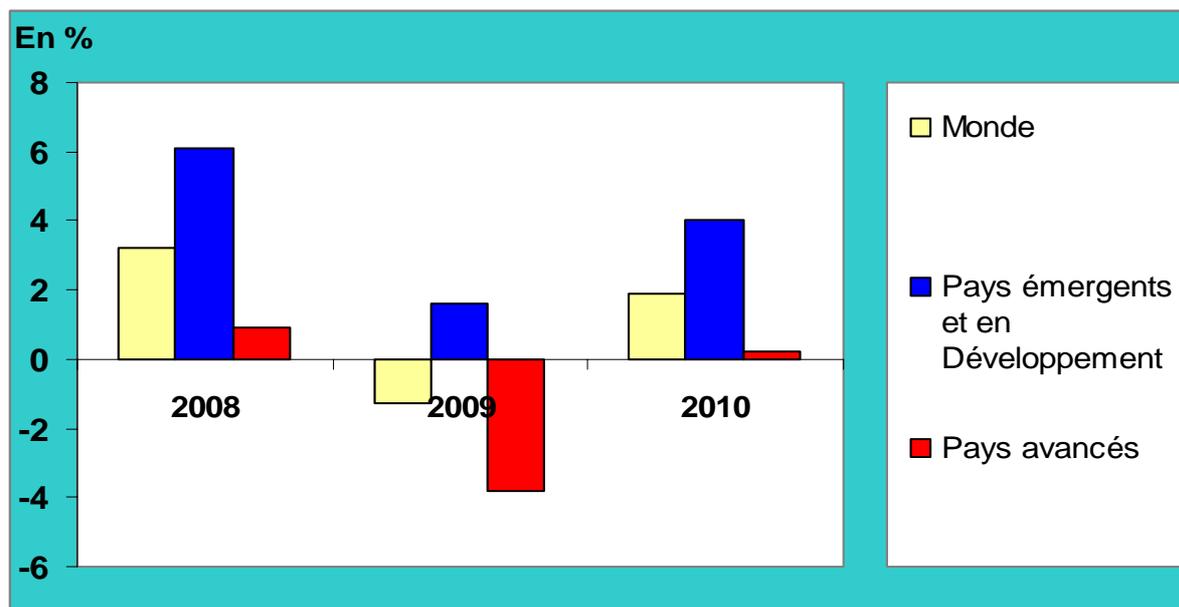
Dans ces conditions, les perspectives établies par les institutions internationales présentent un regain progressif du dynamisme de l'activité économique mondiale à partir de 2010, particulièrement dans les économies émergentes et en développement.

1.1-La croissance économique mondiale selon les grandes zones

La reprise de l'économie mondiale attendue en 2010 proviendrait, essentiellement, des économies émergentes et en développement, alors que les économies avancées seraient en stagnation, après leur récession de 2009. L'analyse par région économique fait ressortir les effets négatifs de la crise financière sur le cadre macroéconomique des pays industrialisés et ses retombés sur l'évolution du commerce international et sur les prix.

Grappe n°1

L'économie mondiale serait affectée par la récession des économies avancées en 2009, et serait tirée vers le haut, en 2010, par la croissance d'environ 4% des pays émergents et en développement



➤ Les Etats-Unis d'Amérique

L'économie américaine, en récession aigue depuis la fin de l'année 2008, enregistrerait une croissance négative, d'environ -2,8% en 2009, avant de connaître une stagnation en 2010. La crise financière, éclatée dans le pays, a entraîné l'instabilité des marchés financiers et par la suite la réduction des possibilités de financement en faveur des ménages et des entreprises, et ce, malgré la baisse significative des taux d'intérêts.

Certes, les grands plans de relance entrepris par l'Etat ont permis de stabiliser l'activité financière et d'éviter une aggravation de la situation de l'économie réelle, mais leurs effets de leviers sur la croissance n'auraient lieu qu'en 2010.

Ainsi, la demande intérieure américaine dégagerait une contribution négative de 2,9 points à la croissance du PIB en 2009. Elle afficherait, néanmoins, une contribution positive d'environ un point en 2010. Le fléchissement de la consommation des ménages de 2% en 2009, explique en grande partie la contreperformance de la demande intérieure.

Les ménages américains ont subi les effets de perte substantielle de leurs richesses, en raison de l'effondrement des cours des actions et des prix immobiliers. Par conséquent, ils ont opté pour le renforcement de leurs épargnes, dans ce contexte de crise, au détriment de la consommation. Leur taux d'épargne passerait de 4,7% du Revenu National Brut Disponible en 2008 à 9,3% en 2009 et à 11,9% en 2010. De son côté, l'investissement brut serait affecté de manière significative et accuserait une baisse, sans précédent, de 12,1% en 2009, avant d'enregistrer une hausse de 3,6% en 2010.

Les échanges extérieurs dégageraient une légère contribution négative de 0,1 point à la croissance de 2009, en raison de la chute, à la fois, des exportations de 14% et des importations de 10,7% par rapport à 2008, avant de connaître une légère hausse en 2010.

Globalement, la crise économique accentuerait les déficits internes et externes aux Etats-Unis d'Amérique en 2009 et 2010 et entraînerait, par conséquent, une détérioration de l'activité du marché du travail. Ainsi, le taux de chômage passerait de 5,8% en 2008 à 8,9% en 2009 et à environ 11% en 2010. De même, le déficit budgétaire représenterait environ 5,9% du PIB en 2008 et atteindrait 12,2% en 2009 et 14,2% en 2010. Son financement se traduirait par une accentuation du taux d'endettement qui atteindrait 91,1% du PIB en 2010 au lieu de 77,7% en 2009 et 64,7% en 2008.

➤ **Le Japon**

En tant que pays industrialisé fortement lié aux économies occidentales, le Japon traverse la récession la plus grave depuis la deuxième guerre mondiale. Sa croissance économique accuserait, malgré les plans de relance budgétaire, la baisse la plus marquée parmi celles des économies de l'OCDE, soit - 6,2% en 2009, avant de connaître une stagnation en 2010.

La détérioration de la situation économique en 2009 aurait pour origine le fléchissement du volume des exportations de 26,4% et de l'investissement brut de 10,5% et dans une moindre mesure la baisse de la consommation des ménages de 1,4% par rapport à 2008. Les exportations qui constituent la locomotive de la

croissance au Japon seraient affectées, non seulement, par la régression de la demande mondiale, mais aussi par l'appréciation de la monnaie japonaise, le Yen, d'environ 25%.

➤ **La Zone Euro**

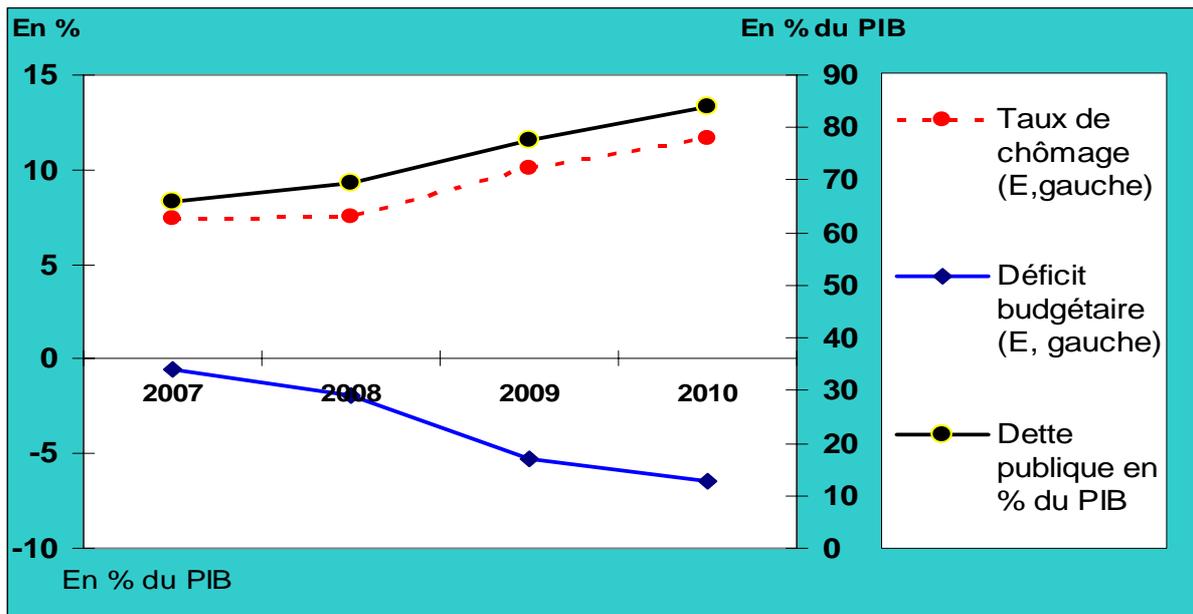
Les perspectives économiques mondiales font ressortir un net recul de la croissance de la zone euro, principal partenaire du Maroc, d'environ - 4,2% en 2009 au lieu d'une hausse de l'ordre de 1% en 2008, ce qui met en exergue la difficulté de réaliser une croissance positive en 2010. La crise financière internationale affecterait tous les moteurs de la croissance de la zone, aussi bien la demande intérieure en baisse de 2,7% que la demande extérieure en recul de 1,3% en 2009.

Les activités économiques subissent de plein fouet l'impact de resserrement des conditions de financement, de la baisse des prix des actifs et de la forte contraction du commerce extérieur (-12,3% pour les importations de biens et services en volume et -14,8% pour les exportations). Les plans de relance mis en œuvre au début 2009 permettraient, toutefois, de stabiliser les marchés financiers et d'éviter la dégradation de l'activité économique.

De manière générale, la récession de la zone euro induirait une hausse du taux de chômage qui passerait de 7,5% en 2008 à 10,1% en 2009 et à 11,7% en 2010. Le déficit budgétaire, qui devrait être maintenu au dessous de 3% du PIB selon le Pacte de Stabilité et de Croissance, passerait de 1,9% du PIB en 2008 à 5,3% du PIB en 2009 et à 6,5% du PIB en 2010. Parallèlement, le solde courant des échanges extérieurs dégagerait un déficit de financement représentant 1,2% du PIB en 2009 et 1,3% du PIB en 2010, au lieu d'un déficit de 0,7% du PIB en 2008.

Graphe n°2

Impact de la crise financière sur le cadre macroéconomique de la zone Euro



➤ Les économies émergentes et en développement

Les économies émergentes et en développement connaîtraient un net ralentissement en 2009, et enregistreraient le rythme le plus bas depuis plusieurs années de l'ordre de 1,6% au lieu d'un taux d'accroissement annuel de 8% durant les dernières années. La crise financière mondiale a fortement réduit la demande extérieure adressée à ces pays, suite à la chute du commerce international de 11% et à la baisse de la mobilité des flux de capitaux, en liaison avec l'instabilité des marchés financiers.

En 2010, ces économies devraient renouer avec la croissance à un rythme de 4%, soutenu par l'émergence de la demande intérieure (consommation et investissement) en tant que nouveau moteur de croissance dans cette période marquée par la baisse des exportations, notamment vers les pays avancés.

1.2. L'évolution des prix des matières premières sur les marchés internationaux

Suite à la détérioration rapide de la croissance économique mondiale à fin 2008 et début 2009, les prix des matières premières ont emprunté une tendance baissière, en raison du fléchissement de la demande globale, en particulier, pour

le pétrole et les autres produits alimentaires et miniers. A fin décembre 2008, l'indice des prix du Fonds Monétaire International a enregistré une baisse de 55% par rapport à son niveau élevé atteint en juillet 2008.

Toutefois, d'après les perspectives établies pour les années 2009 et 2010, le prix moyen du pétrole brut passerait de 52 dollars/baril en 2009 à 62,5 dollars en 2010, au lieu de 97 dollars enregistré en 2008. De même, les prix des matières non énergétiques seraient en hausse de 4,4% au lieu d'une baisse de 28% en 2009. En outre, la parité euro-dollar devrait se stabiliser au niveau de 1,26, ce qui montre que l'activité des marchés de change ne pourrait pas affecter l'évolution des prix sur les marchés internationaux, tel qu'elle a été observée dans les années 2007 et 2008.

Concernant les prix à la consommation, ils seraient en baisse de 0,2% en 2009 dans les pays avancés, avant de connaître une légère hausse de 0,3% en 2010, alors que les pays émergents et en développement devraient bénéficier, d'avantage, de la décélération de l'inflation qui reviendrait de 5,7% en 2009 à 4,7% en 2010 au lieu de 9,3% en 2008.

2. La croissance économique nationale en 2009

La croissance économique nationale, prévue à 6,7% en 2009 par le budget économique prévisionnel au mois de janvier, est révisée à la baisse sur la base des travaux de suivi et d'analyse de conjoncture³ menés par le Haut Commissariat au Plan. Elle se situerait à 5,3% par rapport à 2008, soit un léger recul attribuable au net ralentissement, plus que prévu, de la croissance des activités non agricoles qui passerait au dessous de 3%, pour la première fois depuis l'année 1995, soit à 2,3% au lieu de 4,1% en 2008. Le secteur primaire, quant à lui, dégagerait une valeur ajoutée en hausse de 25,2% au lieu de 16,6% en 2008.

2.1. Les activités non agricoles

Les activités non agricoles sont en net ralentissement. Ceci s'explique par le fléchissement de la croissance du secteur secondaire (mines, énergie, industries de transformation et bâtiment et travaux publics) qui se situerait à -1,2% au lieu de 3,6% en 2008 et 6,6% en 2007, et par la modération de rythme de croissance du secteur tertiaire qui serait de 3,8% au lieu de 4,2% en 2008 et 6,8% en 2007.

➤ **L'évolution des activités du secteur secondaire**

Les industries de transformation et le secteur minier, largement tributaires de l'évolution des exportations, seraient les plus affectés par la baisse de la demande mondiale adressée au Maroc en 2009. Par contre, l'activité de l'énergie et le dynamisme du bâtiment qui dépendent, essentiellement, de la demande intérieure, devraient traverser une période de ralentissement en 2009. Les travaux publics, favorisés par une politique budgétaire expansive mise en œuvre par l'Etat en 2009, continueraient de constituer le levier de la croissance du secteur secondaire dans cet environnement marqué par le repli de la demande extérieure.

³ Pour plus d'information sur la conjoncture économique en 2009, veuillez consulter les notes publiées par l'Institut National d'Analyse de Conjoncture (INAC) relevant du Haut Commissariat au Plan.

Ainsi, les industries de transformation connaîtraient un ralentissement aigue, sous l'effet du recul de la production des industries de transformation des phosphates, de la confection, des biens d'équipements et de l'automobile. Néanmoins, les industries agroalimentaires seraient en légère hausse, en bénéficiant de l'amélioration de la demande intérieure qui compenserait, en partie, la baisse de leurs exportations.

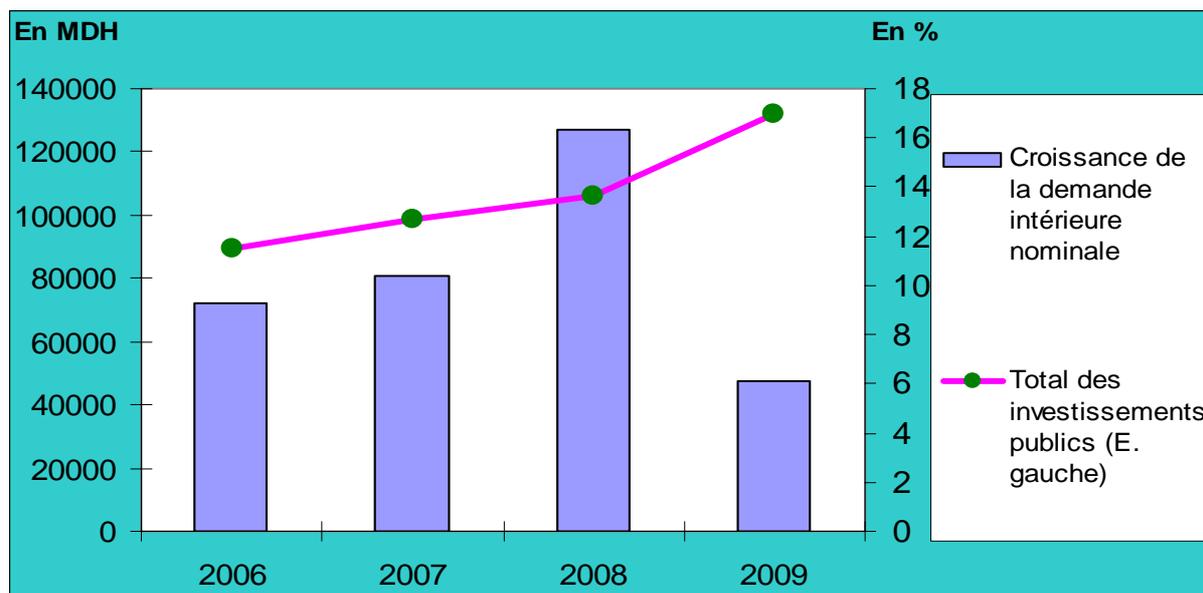
Quant au secteur minier, sa valeur ajoutée accuserait une baisse, sans précédent, en raison de la régression de la demande mondiale pour les phosphates et la chute des prix des principaux métaux exportés par le Maroc. L'Office Chérifien des Phosphates a mis en œuvre un plan stratégique de réduction de la production pour se positionner sur le marché international.

De son côté, le secteur de l'énergie s'accroîtrait à un rythme modéré, eu égard, au ralentissement de la demande industrielle, particulièrement, pour l'énergie électrique. Le secteur bénéficierait, toutefois, de la hausse prévisible de la production de raffinage du pétrole, éventuellement destinée à constituer des stocks de l'énergie en 2009, en tirant profit du niveau bas des prix du pétrole durant cette année.

Selon les réalisations de l'année 2008 et les données de conjoncture pour le premier trimestre 2009, le secteur du Bâtiment se situe, aujourd'hui, dans une phase de ralentissement par rapport à son dynamisme observé durant le premier semestre 2008. Ce secteur est affecté, à la fois, par la baisse de la demande intérieure pour l'immobilier, en raison de la hausse des prix en logements, et également par le recul des investissements directs étrangers au Maroc. Cependant, les travaux publics continueraient de progresser à un rythme soutenu, en bénéficiant de la hausse considérable de l'investissement public de l'ordre de 24,4% en 2009.

Graphe n°3

Les investissements publics continueraient de supporter la demande intérieure durant ce contexte de ralentissement des activités non agricoles



➤ L'évolution des activités du secteur tertiaire

Plusieurs activités du secteur tertiaire ont vu leurs valeurs ajoutées croître à deux chiffres durant les dernières années. Néanmoins, la baisse de la demande mondiale adressée au Maroc aurait affecté certains services, notamment le tourisme. Mais, ces activités consolideraient, globalement, leur rythme de croissance ascendant, attribuable au dynamisme du commerce intérieur, des activités financières et des transports.

Dans ce contexte, l'activité du tourisme international connaîtrait une progression modeste en terme des arrivés touristiques par rapport à 2008, à cause de la détérioration du pouvoir d'achat des ménages dans la zone euro, principal partenaire du Maroc, et des perspectives moins prometteuses pour le tourisme mondial en 2009. Les recettes touristiques prévues en 2009 emprunteraient une tendance baissière par rapport aux expansions observées en 2006 et 2007.

De même, les activités des transports s'accroîtraient, globalement, à un rythme modéré, suite au ralentissement prévisible du transport aérien, maritime et du transport international routier, tous affectés par la récession des économies avancées et le recul du commerce mondial. En revanche, le transport intérieur routier devrait profiter de la résilience de la demande domestique, favorisée par la hausse de l'activité agricole et l'amélioration des revenus des ménages.

Parallèlement, le transport ferroviaire continuerait d'enregistrer une amélioration de son trafic, conjuguée à un rythme soutenu de l'investissement, conformément aux engagements prévus dans le contrat programme Etat-ONCF portant sur la période 2005-2009. Le nombre de voyageurs est passé de 21 millions en 2005 à 26,1 millions en 2007 et à 27,7 millions en 2008, progressant ainsi de 10% en moyenne chaque année, rythme qui pourrait être consolidé en 2009.

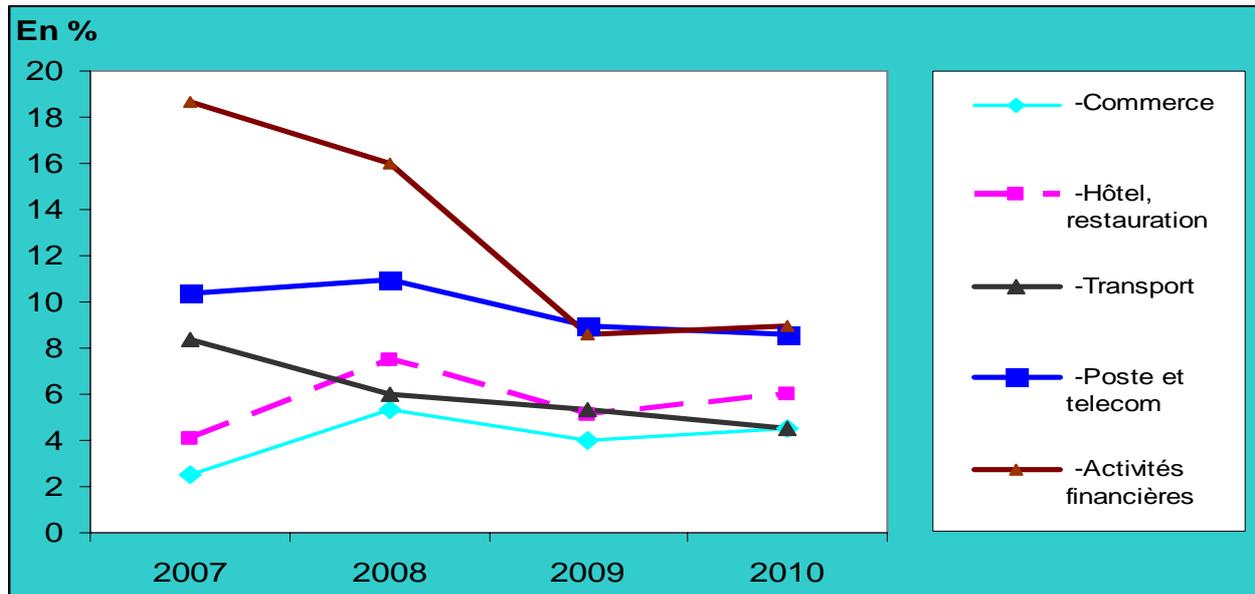
Le secteur des postes et télécommunications serait en léger ralentissement en 2009, en comparaison avec la forte hausse d'environ 9% enregistrée en 2008. Cette évolution est attribuable aux performances moyennes des différents opérateurs de ce secteur, notamment, Maroc Télécom, Méditel, Wana et Barid AlMaghrib.

Concernant le commerce intérieur, sa valeur ajoutée, représentant environ 25% du total de la valeur ajoutée des services marchands, s'accroîtrait à un rythme soutenu, grâce aux effets d'entraînement de l'expansion des revenus issus de la bonne campagne agricole 2008-2009.

Quant aux services non marchands (services des administrations publiques), ils continueraient de soutenir l'activité du secteur tertiaire, grâce notamment à l'importance des revalorisations des salaires dans le secteur public.

Graphe n°4

Le secteur tertiaire continuerait, malgré son ralentissement, de soutenir la croissance du PIB en 2009, en couvrant la baisse de l'activité du secteur secondaire



2.2. Le secteur primaire

La croissance du secteur primaire, prévue initialement à 22,3% au mois de janvier sur la base d'un scénario moyen de 70 Millions de quintaux pour la production de céréales, a été révisée à la hausse en se situant à 25,2%, grâce aux résultats exceptionnels de la campagne agricole 2008-2009. La production céréalière, qui constitue un indicateur clé de ce secteur, est estimée à 102 millions de quintaux, soit le niveau le plus élevé atteint par cette production, au lieu de 50 millions enregistré durant la campagne agricole 2007-2008. Toutes les autres composantes de la production du secteur primaire, notamment l'élevage et autres cultures, profiteraient des meilleures conditions climatiques marquant cette année, à l'exception de l'activité de la pêche maritime dont la production pourrait afficher une légère baisse en 2009.

Par ailleurs, il est à rappeler que le secteur agricole marocain fera l'objet d'un développement global de ces structures dans le cadre du Plan « Maroc Vert » visant à moderniser l'agriculture marocaine et à mettre en œuvre un développement intégré du monde rural.

Ce plan de développement de l'agriculture a été décliné en 16 plans régionaux dans l'objectif d'améliorer l'ouverture de l'agriculture aux investissements productifs privés, en prenant en considération les spécificités de la production de chaque territoire. Ainsi, le lancement des premiers projets de ces plans aurait des retombés bénéfiques sur la production agricole à partir de cette année. Ceci renforcerait le rythme de croissance du secteur primaire, tout en réduisant, de manière progressive, le caractère erratique de son évolution.

2.3. L'évolution des composantes du Produit Intérieur Brut

La croissance de l'économie nationale de 5,3% en 2009 proviendrait à partir de la poursuite du dynamisme de l'investissement brut, en progression de 6,4% en volume, attribuable à la hausse de la valeur de l'investissement public global de 24,4%. L'amélioration de l'investissement public compenserait le recul attendu des investissements directs étrangers et aussi le ralentissement de l'investissement privé national en 2009. Sa contribution à la croissance réelle du PIB serait de 2,1 points au lieu de 3,7 points en 2008.

Par ailleurs, la consommation finale nationale s'accroîtrait de 5,8% en volume durant cette année au lieu de 8,3% en 2008. Elle bénéficierait, à la fois, de l'augmentation de la consommation des ménages résidents de 5,2%, suite à l'amélioration des revenus des ménages provenant du secteur agricole, et de la progression de la consommation publique de 8%, en liaison avec la hausse de 15,7% des dépenses publiques en biens et services arrêtées dans la loi de finances 2009. Compte tenu de ces évolutions, la demande intérieure en volume (consommation et investissement) connaîtrait un léger ralentissement, soit un taux d'accroissement de 5,9%, au lieu de 10% en 2008. Sa contribution à la croissance passerait, ainsi, de 10,9 points en 2008 à 6,7 points en 2009.

La demande extérieure, quant à elle, afficherait un allègement de sa contribution négative à la croissance du PIB en 2009, en s'établissant à -1,5 point contre -5,3 points en 2008. Cette amélioration serait attribuable à une baisse prévisible, pour la première fois, des importations de biens et services, même si elle serait accompagnée d'un recul des exportations.

3. Les perspectives de l'économie nationale en 2010

L'économie nationale devrait connaître un ralentissement en 2010, et ce, après deux années successives caractérisées par une croissance de plus de 5%, enregistrée dans un environnement international fort contraignant.

Deux facteurs peuvent expliquer cette tendance à la baisse : il s'agit, d'une part, du recul prévisible de la valeur ajoutée du secteur primaire, en comparaison avec l'expansion enregistrée en 2009, et d'autre part, de la croissance modérée du secteur secondaire (mines, énergie, industries et BTP) qui continuerait de subir les effets d'une reprise lente de la demande mondiale adressée au Maroc en 2010.

3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions

La prévision de la croissance économique nationale pour 2010 a été élaborée sur la base des hypothèses liées à la campagne agricole, aux finances publiques, aux nouvelles actions programmées dans les stratégies sectorielles et aux mesures prises dans le cadre du Plan anti-crise économique mondiale, visant à atténuer l'impact de la réduction de la demande extérieure sur certaines activités exportatrices.

- **La campagne agricole 2009-2010** : l'hypothèse retenue suppose une production céréalière de 60 millions de quintaux et la consolidation des performances des autres cultures et de l'élevage, bénéficiant du lancement des premiers projets du plan « Maroc vert ». Elle suppose, également, la relance de l'activité de la pêche maritime, favorisée par les projets à mettre en œuvre dans la stratégie « IBHAR » visant la modernisation de ce secteur.
- **Les finances publiques** : les dispositions à caractère fiscal et salarial adoptées dans le dialogue social sont prises en considération pour l'établissement du budget économique exploratoire 2010, en particulier la deuxième tranche de la hausse des salaires dans la fonction publique, à partir de juillet 2009. Quant aux autres rubriques du budget de l'Etat, l'hypothèse retenue est celle de la reconduction de la politique budgétaire en vigueur en 2009, notamment les dépenses de fonctionnement, les dépenses de

compensation destinées à la subvention des prix et les dépenses d'investissement.

- **Les facteurs extérieurs :** La demande mondiale adressée au Maroc enregistrerait une légère hausse d'environ 2% en 2010, après son fléchissement d'environ 7% en 2009. Le cours moyen du pétrole brut serait de 62,5 dollars/baril au lieu de 52 dollars en 2009 et 97 dollars en 2008. Les marchés de change dégageraient une légère dépréciation de l'euro par rapport au dollar, dont la parité passerait de 1,5 en 2008 à 1,26 en 2009 et 2010. Les transferts des marocains résidant à l'étrangers seraient en stagnation, après le recul de 15% estimé en 2009.

Il est prévu, également, une stabilité des recettes du tourisme international, après leur baisse de 18% prévue en 2009. Quant aux investissements directs étrangers (IDE), ils emprunteraient, de nouveau, une tendance haussière à partir de 2010 à un rythme d'environ 7%, grâce à une ouverture accrue des principaux secteurs économiques à l'investissement privé, dans le cadre de la mise en œuvre des stratégies sectorielles, notamment dans l'agriculture, les industries de transformation, le bâtiment et les travaux publics.

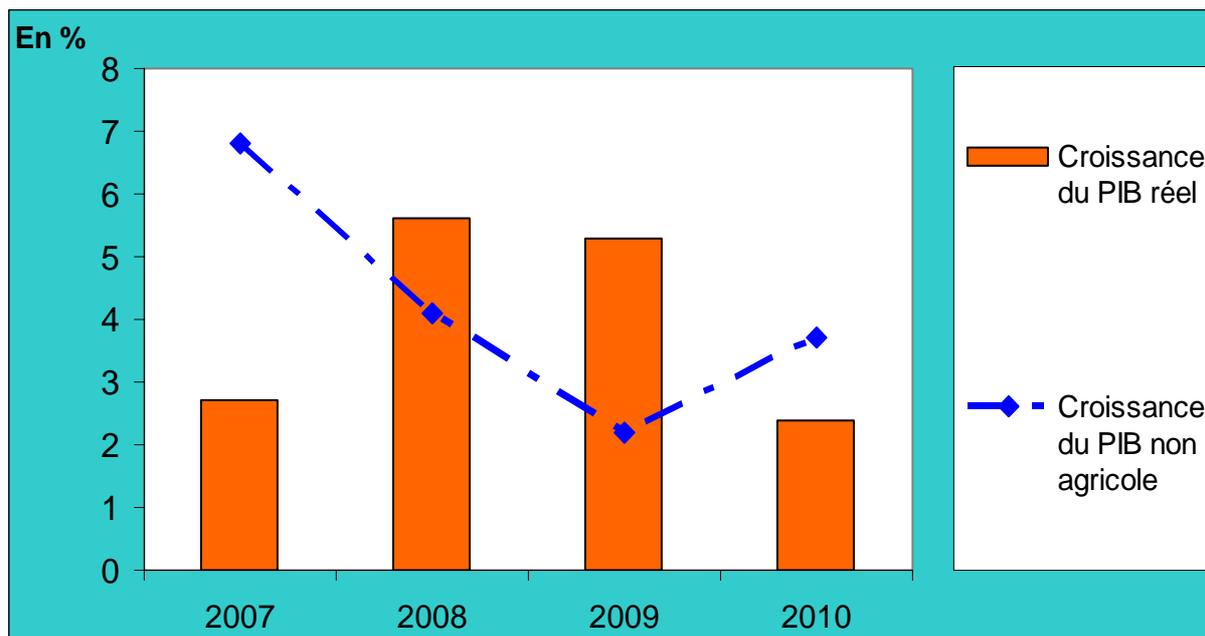
3.2. La croissance économique en 2010

Le Produit Intérieur Brut (PIB) enregistrerait une légère hausse d'environ 2,4% au lieu de 5,3% estimé pour 2009 et 5,6% enregistré en 2008. Les activités non agricoles afficheraient, toutefois, une amélioration de leur croissance en s'établissant à 3,9% au lieu de 2,3% en 2009.

Ce rythme de croissance serait atténué par la baisse de la valeur ajoutée du secteur primaire de 5%, étant donné l'hypothèse d'un scénario moyen de production céréalière.

Graphe n°5

Ralentissement de la croissance économique nationale en 2010, après deux années successives de rythme soutenu en 2008 et 2009



3.2.1. Les secteurs non agricoles : activités secondaires et tertiaires

L'amélioration de la valeur ajoutée des secteurs non agricoles en 2010 s'explique par une reprise modérée des activités des secteurs secondaire et tertiaire, bénéficiant de la résilience de la demande intérieure, en particulier l'investissement public et la consommation des administrations, ainsi qu'une éventuelle reprise des exportations.

Le dynamisme prévu de ces activités serait, également, attribuable aux impacts des stratégies sectorielles sur le niveau de la production et des mesures engagées par le gouvernement pour aider les secteurs touchés par la crise économique à retrouver leur dynamisme.

➤ Le secteur secondaire

Le secteur secondaire composé des activités des mines, énergie, industries manufacturières et bâtiment et travaux publics, s'accroîtrait d'environ 3% en 2010, au lieu d'une baisse de 1,2% estimée pour 2009.

Cette reprise des activités secondaires serait renforcée par les actions des politiques économiques en faveur de l'industrie, notamment à travers le pacte national pour **l'émergence industrielle** qui vise la création de pôles régionaux de concurrence pour le développement socio-économique. La reprise serait, également, soutenue par la série de mesures adoptées par l'Etat dans le secteur de l'énergie pour sécuriser la disponibilité de l'énergie et son accessibilité à des prix raisonnables.

Le secteur minier, quant à lui, connaîtrait en 2010, un léger rebondissement suite à la relance de la demande adressée au Maroc et à l'augmentation de la production des phosphates et dérivées après la remise en service des deux usines (Jarf-Lasfer et Safi) qui ont subi l'arrêt temporaire.

De son côté, le secteur **du Bâtiment** connaîtrait en 2010 un retour au dynamisme suite aux nouvelles mesures prises pour contrecarrer les effets de la crise économique mondiale. Il s'agit de deux conventions ayant pour objectif la réduction du déficit en logements et la relance de l'offre dans le moyen standing :

- La première convention prévoit la mobilisation du foncier public pour permettre la réalisation de 200.000 logements dont un tiers sera consacré à l'habitat à faible coût (140.000 DH) et le reste réparti, à part égale, entre l'habitat social et l'habitat destiné à la classe moyenne ;
- La deuxième concerne le fonds de garantie baptisé « Damane Assakane », doté d'un budget d'un milliard de dirhams, et qui sera élargi au profit de la classe moyenne et des salariés du privé.

Parallèlement, les Travaux Publics devraient poursuivre leur évolution ascendante, en liaison avec la consolidation de l'investissement public. Il convient de noter, dans ce cadre, que tous les grands projets d'infrastructures, notamment, les autoroutes Marrakech-Agadir et Fes-Oujda, le port Tanger Med et les barrages n'ont pas été affectés par la crise financière internationale.

En outre, de nouveaux projets de grandes envergures seront lancés à partir de 2010. Il s'agit, en particulier, du projet du Train à grande vitesse (TGV) entre Tanger et Casablanca et l'autoroute Casablanca-Beni Mellal.

➤ **Le secteur tertiaire**

Le secteur tertiaire, constitué par les services marchands et non marchands, dégagerait une valeur ajoutée en augmentation de 4,3% au lieu de 4,2% en 2009. Cette augmentation serait due au dynamisme de certains services marchands, notamment le commerce intérieur qui bénéficierait des mesures du plan « Rawaj », la consolidation de l'activité des télécommunications, la relance de l'activité des transports et l'amélioration des activités financières.

L'activité touristique, touchée de façon directe par les effets de la crise économique internationale, serait en mesure de les dépasser en 2010, à travers la poursuite des efforts d'anticipation et d'innovation. Ainsi, outre le plan anti-crise « cap 2009 », qui a permis de définir des mesures exceptionnelles visant à anticiper l'impact de la crise, le gouvernement a mis en œuvre plusieurs mesures portant sur la promotion touristique et le transport aérien. Il s'agit, notamment, des mesures prises dans le cadre de la dynamisation du tourisme interne, à travers l'élargissement de couverture du programme « kounouz biladi » et son étalement sur toute l'année, en plus du renforcement des liaisons aériennes entre les villes de Royaume. Ceci permettrait, à la fois, d'améliorer la croissance de transport aérien intérieur et de mettre à niveau les destinations touristiques émergentes du pays.

3.2.2. Le secteur primaire

Le secteur primaire accuserait une baisse de sa valeur ajoutée d'environ 5% sur la base du scénario moyen retenu pour la production céréalière, au lieu d'une forte hausse estimée à 25,2% en 2009. Il convient de souligner que la campagne agricole 2008-2009, a été marquée par une production record des céréales, s'établissant à 102 millions de quintaux, au lieu de 50 millions durant la campagne précédente.

Par ailleurs, la nouvelle stratégie du développement agricole « Plan Maroc vert » est déclinée en 16 plans agricoles régionaux qui respectent les spécificités et les modèles de développement de chaque région. Ceci serait de nature à améliorer la productivité du secteur et sa croissance, notamment pour les composantes autres que les céréales.

De son côté, le secteur de la pêche fera l'objet du Plan « Ibhar », visant une meilleure valorisation des produits de la pêche et une amélioration des infrastructures de ce secteur, afin qu'il puisse contribuer efficacement à la croissance économique nationale.

3.3. Les composantes du Produit Intérieur Brut

La demande intérieure continuerait, malgré la décélération de son rythme de croissance, de soutenir l'activité économique nationale en 2010. Elle serait confortée par la consolidation de l'investissement brut et de la consommation finale nationale. Ainsi, la demande intérieure en volume augmenterait de 3,1% au lieu de 5,9% en 2009 et 10% en 2007, et sa contribution à la croissance économique nationale de 2010 serait de 3,4 points au lieu de 6,7 points en 2009.

➤ L'investissement

L'investissement brut devrait bénéficier de trois facteurs importants en 2010. Il s'agit de :

- La consolidation de l'investissement public, notamment les investissements des entreprises publiques, des administrations et des collectivités locales ;
- la reprise, prévue en 2010, des investissements directs étrangers après deux années de recul ;
- l'amélioration progressive de l'investissement privé national, en liaison avec la mise en œuvre des projets issus des stratégies du développement sectoriel.

De ce fait, la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) maintiendrait sa progression, presque au même rythme qu'en 2009, soit à 6,3% en volume. Compte tenu de la variation des stocks, le taux d'investissement connaîtrait une légère amélioration, en se situant à 35,7% du PIB au lieu de 35,2% en 2009. Sa contribution à la croissance serait de 1,2 point en 2010 au lieu de 2,2 points en 2009.

➤ **La consommation finale nationale**

La consommation finale nationale, en volume, s'accroîtrait de 2,9% en 2010 au lieu de 5,8% en 2009. Ce ralentissement serait attribuable à la modération de la croissance de la consommation publique prévue à 4,8% au lieu de 8% en 2009, ainsi qu'à la légère hausse de la consommation des ménages, prévue à 2,4% au lieu de 5,2% en 2009. Les dépenses publiques pourraient connaître une rationalisation, en liaison avec l'accroissement modéré des recettes publiques prévisibles pour 2010.

En outre, la consommation par tête, qui exprime l'accroissement du pouvoir d'achat, ne s'accroîtrait que de 1% en 2010 au lieu de 3,1% en 2009 et 2008, sous l'effet du recul de l'autoconsommation des ménages, essentiellement en produits agricoles. Globalement, la contribution de la consommation finale nationale à la croissance passerait de 4,5 points en 2009 à 2,3 points en 2010.

➤ **Le commerce extérieur**

Les échanges extérieurs du Maroc seraient influencés par la stabilité du commerce mondial en 2010, après son recul de 11% en 2009. Dans ce contexte, il est prévu une légère reprise des importations des principaux pays avancés, ce qui permettrait de relancer légèrement la demande mondiale adressée au Maroc, à un rythme modéré d'environ 2% en 2010, au lieu d'une forte baisse estimée à 7% en 2009.

Par conséquent, les exportations de biens et services⁴ enregistreraient une hausse de 3,3% en volume, après leur baisse de 6,1% estimée pour 2009, alors que les importations⁵ augmenteraient de 4,9% contre une baisse de 1,5% en 2009.

Compte tenu de ces évolutions et de la tendance des prix à l'importation et à l'exportation, le déficit en ressources qui exprime le solde des échanges de biens et services, devrait s'accroître en s'établissant à 12,6% du PIB en 2010, au lieu de 12,1% du PIB en 2009. La contribution du commerce extérieur (exportations nettes) à la croissance économique de 2010 resterait négative de -1 point, au lieu de -1,5 point en 2009.

Pour remédier à cette situation de dégradation des indicateurs du commerce extérieur, le gouvernement a lancé, récemment, un plan pour le développement et la promotion des exportations marocaines « plan export », venant compléter les stratégies de développement sectoriel, déjà mises en œuvre.

Ce plan vise le développement des exportations des secteurs suivants : l'automobile, l'agroalimentaire et les produits de la mer, l'électronique et électrique, le textile et cuir, l'offshoring et les technologies d'information et de communication. Ce cadre de promotion des exportations, favorisé par la tendance à la hausse de la demande mondiale en 2010 ainsi que par la maîtrise de la hausse des prix aux environs de 2%, permettrait d'anticiper une reprise des ventes du Maroc sur les marchés internationaux.

3.4. Le revenu national et le compte Epargne - Investissement

Le revenu national brut disponible, composé du PIB nominal et des revenus nets en provenance du reste du monde, enregistrerait un rythme en décélération avec une croissance de 4,2% en 2010 au lieu de 5,8% en 2009 et 10,9% en 2008.

⁴ Exportations de biens et services y compris les recettes de voyages.

⁵ Importations de biens et services y compris les dépenses de voyages.

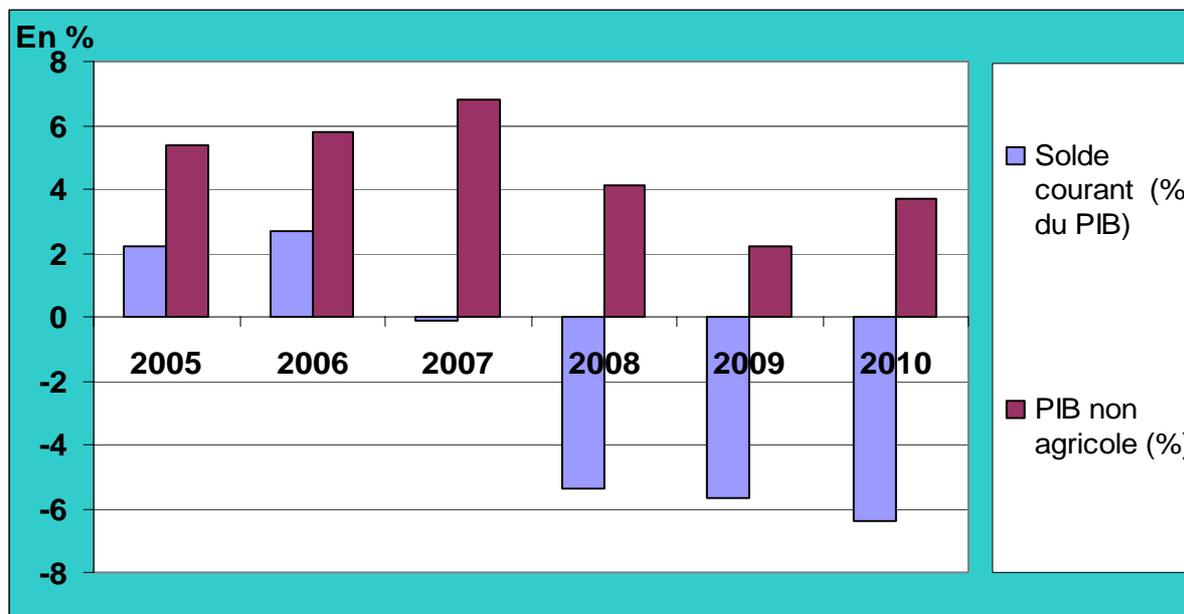
Ce ralentissement du revenu national s'explique, essentiellement, par la baisse des revenus nets en provenance du reste du monde de 20,1% en 2009 et de leur stabilité en 2010, et aussi par la baisse du rythme d'accroissement du PIB nominal, qui passerait de 7,9% en 2009 à 4,4% en 2010.

De son côté, la consommation finale nationale s'accroîtrait de 4,4% en 2010, soit au même rythme que celui du PIB nominal. Par conséquent, l'épargne intérieure se maintiendrait au niveau de 23,5% du PIB en 2009 et 2010. En outre, les revenus nets en provenance du reste du monde ne représenteraient que 5,8% du PIB nominal au lieu de 6% en 2009. De ce fait, l'épargne nationale se maintiendrait presque au même niveau en 2009 et 2010, soit à 29,5% du PIB en moyenne.

Tenant compte du taux d'investissement qui atteindrait 35,7% du PIB en 2010, le compte épargne-investissement afficherait un déficit de financement le plus élevé de la décennie, soit -6,4% du PIB au lieu de -5,7% estimé pour 2009.

Graphe n°6

L'accentuation du déficit des échanges extérieurs orienterait la croissance des activités non agricoles nationales à la baisse en 2009 et 2010



4. Le partage de la valeur ajoutée et de revenu par agent économique

Le budget économique exploratoire 2010 présente, pour la première fois, un aperçu sur le partage des principaux agrégats de la comptabilité nationale par agent économique, notamment la valeur ajoutée, le revenu national, ainsi que leurs effets sur la répartition de l'épargne nationale et de l'investissement brut.

Cette approche permet de passer d'une analyse macroéconomique globale vers une analyse microéconomique issue de la projection initiale du Produit Intérieur Brut, et également d'appréhender la contribution de chaque unité institutionnelle quelle soit les ménages, les entreprises, l'Etat où le reste du monde dans la création de la richesse nationale. Il convient de rappeler que la valeur ajoutée se définit, à l'échelle de l'entreprise, comme étant la différence entre la production et les consommations intermédiaires utilisées. Au niveau d'une économie, la valeur ajoutée correspond à la somme des valeurs ajoutées des secteurs qui la composent.

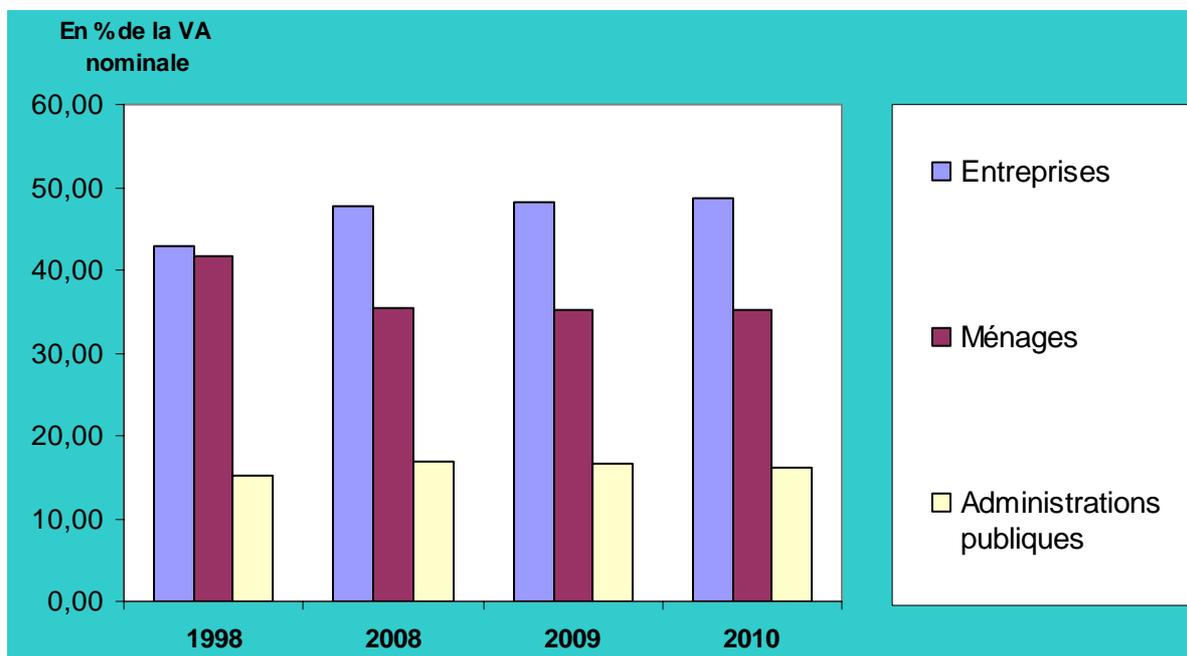
Ainsi, la projection des bilans comptables des unités institutionnelles pour l'année 2009 et 2010, montre que les entreprises continueraient de renforcer, d'une année à l'autre, leur part dans la valeur ajoutée (exprimée en terme nominal) qui passerait de 43% en 1998 à 47,4% en 2009 et à 48,7% en 2010.

Quant aux ménages (y compris les entrepreneurs individuels), leur part dans la valeur ajoutée totale aurait emprunté une tendance baissière et passerait de 41,7% en 1998 à 36% en 2009 et 35,1% en 2010. En outre, la part des administrations dans la valeur ajoutée totale se situerait à environ 17,3% en moyenne en 2008 et 2009 et serait de 16% en 2010, après avoir enregistré une tendance haussière durant la période 1998-2005.

L'évolution contrastée de la part des ménages et de celle des entreprises fait ressortir une forte hausse du rythme de croissance de la valeur ajoutée des entreprises, en comparaison avec l'accroissement de la valeur ajoutée des ménages, grâce à une modernisation graduelle des structures de l'économie nationale au cours de la dernière décennie, et à l'extension du secteur organisé au détriment du secteur informel.

Graphe n°7

Consolidation de la part des entreprises dans la valeur ajoutée totale durant la dernière décennie, au détriment d'un recul de la part des ménages (y compris les entrepreneurs individuels)

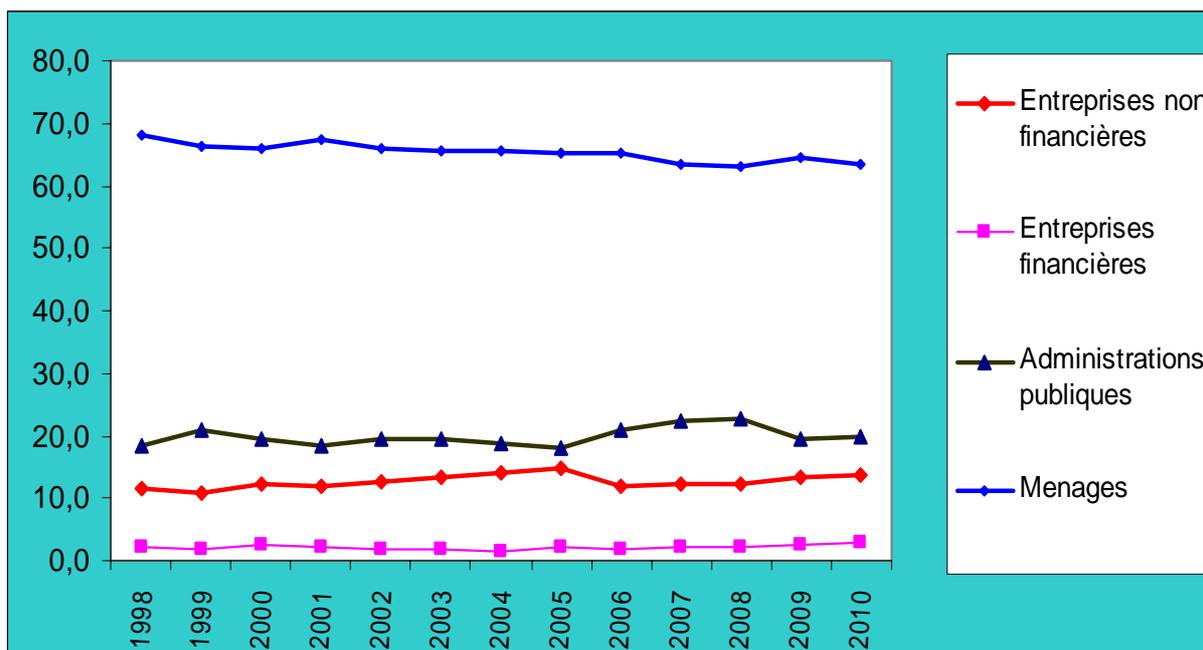


Sur le registre des revenus, les ménages détiennent une grande part de revenu national brut disponible. Néanmoins, cette part a suivi une tendance baissière depuis l'année 1998, passant de 68,1% à 65,4% en 2006 et s'établirait à environ 64% en 2009 et 2010.

Cette tendance baissière de la part des ménages dans le revenu s'explique par une amélioration progressive de la part des entreprises qui atteindrait environ 16% en 2009 et 2010 contre 13,1% en 1998, et également celle des administrations publiques qui se maintiendrait aux environs de 20% du total de revenu national.

Graphe n°8

Répartition de revenu national brut disponible par secteur institutionnel



Concernant l'épargne nationale et l'investissement brut, les entreprises non financières ont, à la fois, une grande part dans l'épargne nationale et aussi dans l'investissement brut. Ces parts seraient respectivement de 42% et 57% en moyenne durant la période 2009-2010. Les ménages viennent en deuxième place et leur part représenterait, respectivement, 40% dans l'épargne nationale et 29% dans l'investissement brut. Les administrations publiques se situeraient en troisième place avec une part prévue à 14% à la fois dans l'épargne nationale et dans l'investissement brut. S'agissant des entreprises financières, leur part dans l'épargne nationale est prévue à 7% alors que leur investissement demeure négligeable.

5. Le marché du travail

Le budget économique exploratoire 2010 présente une analyse sur l'évolution prévisible du marché du travail, en relation avec les perspectives établies pour le Produit Intérieur Brut en 2009 et 2010.

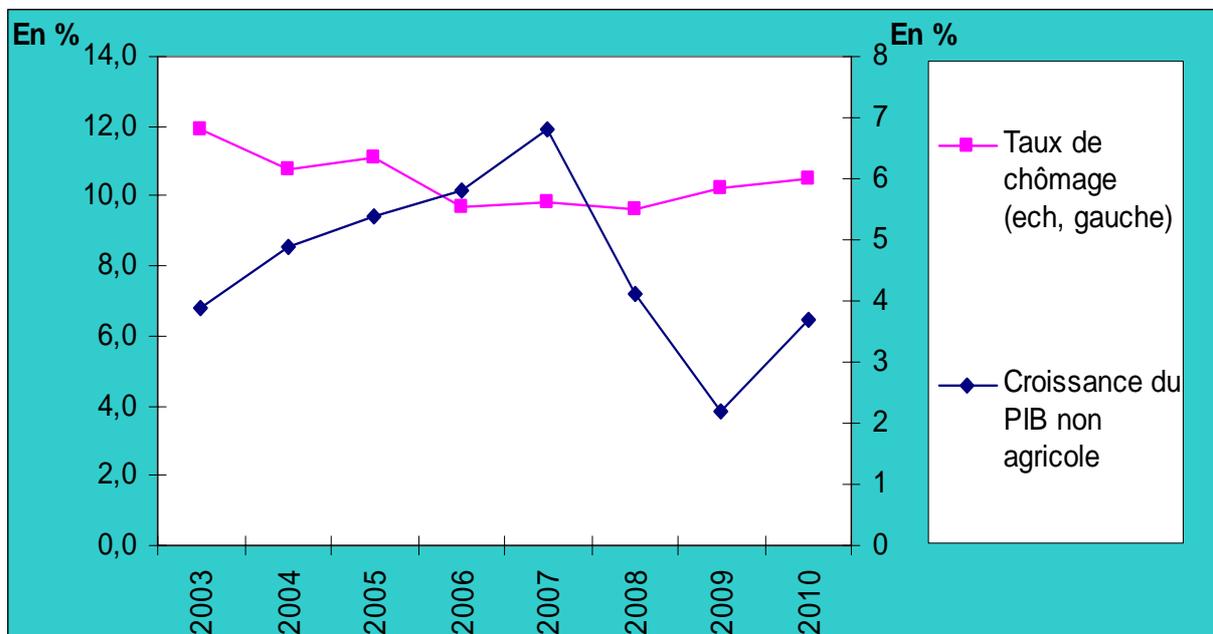
Il convient, tout d'abord, de rappeler que l'activité du marché du travail s'est améliorée durant la dernière décennie. Les créations nettes d'emplois ont atteint 133 mille en 2008 au lieu de 128 mille en 2007, ce qui s'est traduit par

une baisse du taux du chômage, passant de 13,9% en 1999 à 9,8% en 2007 et 9,6% en 2008. Ce résultat est attribuable, essentiellement, à l'accélération du rythme de croissance économique nationale, notamment, celle des activités non agricoles qui s'est élevée à environ 5% en moyenne annuelle de la période 2000-2008, contre 3% durant les années 90. De même, cette période a été caractérisée par la succession de bonnes campagnes agricoles, ce qui a renforcé les créations nettes d'emploi dans l'agriculture et dans le milieu rural de manière générale.

Néanmoins, le ralentissement de la croissance des secteurs secondaire et tertiaire prévu pour les années 2009 et 2010, entrainerait une inflexion de cette tendance baissière du taux du chômage, en raison du ralentissement des créations nettes d'emploi qui seraient, selon ce budget économique exploratoire, de 99 mille en 2009 et 65 mille en 2010 au lieu de 133 mille en 2008. Et sur la base de l'hypothèse d'une amélioration du taux d'activité brut de 0,5 point, le taux de chômage atteindrait 10,2% en 2009 et 10,5% en 2010.

Graphe n°9

L'amélioration du rythme de croissance des activités non agricoles, en particulier durant la période 2003-2007, a engendré une décélération du taux de chômage.



Globalement, les perspectives économiques exploratoires pour 2010 permettent de dégager un certain nombre d'enseignements.

1. L'impact de la récession économique mondiale sur l'économie marocaine semble avoir été marqué par trois moments :

- Le premier moment où les impacts se sont manifestés par le revirement de tendance de certains indicateurs macroéconomiques à partir de l'année 2007 et début 2008. L'accentuation des déficits en 2008, après des excédents successifs dans le compte courant extérieur durant la période 2001-2006, a constitué, en fait, le premier impact de la baisse de la demande mondiale adressée au Maroc, sans toutefois affecter la production sectorielle et le rythme de croissance de l'économie nationale;
- le deuxième moment, entamé au deuxième semestre 2008 et début 2009, est marqué par l'amplification des déficits extérieurs, conjuguée à un recul de la production de certaines activités orientées au marché mondial, entraînant un ralentissement des activités non agricoles ;
- le troisième moment, où l'impact affecterait le domaine social, débiterait à partir du second semestre 2009. Il serait caractérisé par la baisse accentuée de la production de certaines activités nationales et une hausse du taux de chômage. Celui-ci passerait de 9,6% en 2008 à 10,2% en 2009 et à 10,5% en 2010, entraînant, ainsi, une décélération du pouvoir d'achat des ménages. La consommation par tête ne s'accroîtrait que d'environ 1,2% en volume en 2010 au lieu de 4% en 2009 et 8,2% en 2008.

2. L'année 2009 connaîtrait une baisse des prix à l'importation de l'ordre de 10,8%. Toutefois, elle serait suivie d'une hausse de 2,6% en 2010, en raison d'un éventuel rebondissement des prix de pétrole et des autres matières premières, qui accompagnerait la relance de l'économie mondiale attendue en 2010 ;

3. La demande intérieure, malgré son ralentissement prévisible, devrait continuer à être soutenue par la progression de l'investissement public en 2009 et 2010, qui compenserait la baisse des investissements directs étrangers ;
4. la balance courante dégagerait un déficit en accentuation, ce qui amènerait les autorités financières et monétaires à affronter la question de la solvabilité des finances extérieures et partant du financement de l'économie de manière générale.

Au terme de ces prévisions, il convient de rappeler que le budget économique prévisionnel 2010, qui sera publié au mois de janvier, présentera de nouvelles perspectives pour l'économie nationale, en prenant en considération les dispositions qui seront prises dans la loi de finances pour l'année 2010 après son adoption par le Parlement.

ANNEXES STATISTIQUES

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Croissance économique mondiale selon les grandes régions (en %)

Pays ou groupe de pays	2007	2008	2009*	2010**
-Monde.....	5,2	3,2	-1,3	1,9
-Economies avancées.....	2,7	0,9	-3,8	0,0
-USA.....	2,0	1,1	-2,8	0,0
-Zone Euro.....	2,7	0,9	-4,2	-0,4
-Japon.....	2,4	-0,6	-6,2	0,5
- Pays en développement.....	8,3	6,1	1,6	4,0
- Asie	10,6	7,7	4,8	6,1
dont la Chine.....	13,0	9,0	6,5	7,5
- Afrique.....	6,2	5,2	2,0	3,9
- Amérique latine.....	5,7	4,2	-1,5	1,6

Source : Perspectives économiques du FMI, avril 2009

NB : (*) Estimation, (**) Prévisions

Evolution des prix et du commerce mondial en volume (en %)

Rubriques	2007	2008	2009*	2010**
- Prix à la consommation :				
- Economies avancées.....	2,2	3,4	-0,2	0,3
- Pays en développement.....	6,4	9,3	5,7	4,7
Commerce mondial en volume.....	7,2	3,3	-11	0,6
Cours du pétrole (moyenne en \$/baril)				
- selon le FMI.....	71,0	97,0	52,0	62,5
Parité Euro/dollar.....	1,4	1,5	1,26	1,26

Source : Les perspectives mondiales du FMI, avril 2009, de la Commission Européenne, de l'OCDE et de la Banque mondiale, publiées en mai et juin 2009. (*) : Estimations et (**) : Prévisions

ECONOMIE NATIONALE

EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT (En volume, prix de l'année précédente) (Variation en %)

	2007	2008	2009*	2010**
• Valeur ajoutée du secteur Primaire.....	-20,0	16,6	25,2	-5,0
• Valeur ajoutée non agricole.....	6,2	3,9	2,3	3,9
➤ Secteur Secondaire.....	6,6	3,6	-1,2	3,0
➤ Secteur tertiaire.....	6,1	4,1	4,2	4,3
• Total des valeurs ajoutées.....	1,8	5,7	5,7	2,4
• Droits et taxes nets des subventions.....	10,6	5,0	1,5	2,5
PIB en volume	2,7	5,6	5,3	2,4
Variation du prix implicite du PIB	3,9	5,9	2,5	2,0
PIB en valeur (Millions de Dhs courants)	616254	688843	743072	775971
Variation en (%)	6,7	11,8	7,9	4,4

(*) : Estimations (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2009.

STRUCTURE DU PIB REEL
(en %)

Secteurs	2007	2008	2009*	2010**
Primaire	11,8	13,4	15,7	14,2
Secondaire	25,3	23,7	25,6	26,4
Tertiaire	62,9	62,9	58,7	59,4
Total	100	100	100	100

(*) : Estimation et (**) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2009.

EQUILIBRE DU PIB
Aux prix courants

RUBRIQUES	2007	2008	2009*	2010**
PIB.....	616254 6,7%	688843 11,8%	743072 7,9%	775971 4,4%
Consommation finale, dont :	472242 7,6%	531928 12,6%	568693 6,9%	593553 4,4%
-Ménages résidents.....	360008 8,4%	413592 14,9%	440062 6,4%	458104 4,1%
-Administrations publiques.	112234 4,8%	118336 5,4%	128631 8,7%	135449 5,3%
FBCF.....	192573 18,5%	227902 18,3%	244995 7,5%	263737 7,7%
Variation des stocks.....	7614	22328	16439	13210
Exportations de biens et services.....	220302 11,6%	252804 14,8%	219276 -13,3%	234773 7,1%
Importations de biens et services.....	276477 20,7%	346119 25,2%	306330 -11,5%	329302 7,5%

NB : - Valeurs en millions de dirhams courants. - Variations en %.

- (*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2009.

EQUILIBRE DU PIB

(Croissance réelle en %)

RUBRIQUES	2007	2008	2009*	2010**
PIB.....	2,7	5,6	5,3	2,4
Consommation finale, dont:	3,9	8,3	5,8	2,9
-Ménages résidents.....	3,8	9,4	5,2	2,4
-Administrations publiques...	4,3	4,8	8,0	4,8
FBCF.....	14,3	11,7	6,4	6,3
Exportations de biens et services.....	5,2	-1,1	-6,1	3,3
Importations de biens et services.....	15,0	10,9	-1,5	4,9

(*) : Estimations et (**): Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2009.

CONTRIBUTION DES AGREGATS DE LA DEMANDE FINALE A LA CROISSANCE

(En nombre de points de la croissance)

RUBRIQUES	2007	2008	2009*	2010**
PIB.....	2,7	5,6	5,3	7,9
Consommation Finale, dont :	3,0	6,4	4,5	2,3
-Ménages Résidents.....	2,2	5,5	3,1	1,4
-Administrations Publiques...	0,8	0,9	1,4	0,8
FBCF.....	4,0	3,7	2,1	2,1
Variation des stocks.....	-0,1	0,8	0,1	-0,9
Commerce extérieur de biens et services.....	-4,2	-5,3	-1,5	-1,0

(*) : Estimations et (**): Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2009.

REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE ET SON AFFECTATION

RUBRIQUES	2007	2008	2009*	2010**
PIB.....	616254	688843	743072	775971
Revenu National Brut Disponible	671621	744786	787782	821007
Variation en %.....	7,5	10,9	5,8	4,2
Consommation finale nationale...	472242	531928	568693	593553
Epargne intérieure (en MDH)	144012	156915	174379	182418
En % du PIB.....	23,4	22,8	23,5	23,5
Epargne nationale (en MDH)	199379	212858	219089	227454
En% du RNBD.....	29,7	28,6	27,8	27,7

(En millions de dirhams courants)

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2009.

COMPTE EPARGNE-INVESTISSEMENT

(En % du PIB)

Rubriques	2007	2008	2009*	2010**
Investissement brut.....	32,5	36,3	35,2	35,7
Revenus nets en provenance du reste du monde.....	9,0	8,1	6,0	5,8
Epargne nationale.....	32,4	30,9	29,5	29,3
Solde de financement.....	-0,1	-5,4	-5,7	-6,4

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2009.

LES FINANCES EXTERIEURES
(En % du PIB)

RUBRIQUES	2007	2008	2009*	2010**
Déficit en ressources.....	-9,8	-14,5	-12,1	-12,6
Solde courant de la balance de paiements.....	-0,1	-5,4	-5,7	-6,4

(*) : Estimation et (**) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2009.